

À GAZA, UN GÉNOCIDE ?

Depuis le 9 octobre 2023 Israël a lancé une offensive militaire massive contre la bande de Gaza, suite à l'attaque meurtrière de commandos du Hamas sur le territoire israélien le 7 octobre. Barrière à un milliard de dollars franchie, brisée, renseignements israéliens dépassés, armée d'occupation quasi absente car déployée en Cisjordanie pour y appuyer les exactions des colons, le Hamas semblait avoir marqué des points et démonté l'invincibilité d'Israël. Mais au prix, inacceptable, de la mort de centaines de civils israéliens et de la prise d'otages civils. Crime de guerre, rapidement dépassé par la violence effrayante de la vengeance israélienne.

DEPUIS le 9 octobre, la bande de Gaza, déjà sous blocus depuis dix-sept ans, est soumise à un siège absolu. Rien n'y n'entre : pas de fuel, donc pas d'électricité indispensable aux hôpitaux, pas d'eau ni de nourriture, pas de médicaments. 2 millions 400 000 Palestiniens sont pris au piège des bombardements incessants, sans nulle part où fuir, où se réfugier. Bombarder une population captive est un crime de guerre. Les morts se comptent par milliers, plus de 11 200 au moment où s'écrit ce texte – le 13 novembre –, dont plus de 4 600 enfants et 1 300 femmes, des milliers de corps gisent sous les décombres des bâtiments détruits. On compte plus de 27 000 blessés.

Rien n'échappe à l'offensive démesurée et indiscriminée de l'armée

israélienne aux ordres de Netanyahou. Écoles, hôpitaux¹, églises, mosquées, camps de réfugiés surpeuplés, habitations ostensiblement civiles, tout est bombardé. En permanence. Au prétexte de réduire le Hamas. Le ciel de Gaza est noir de fumée et zébré des éclairs des tirs, y compris de bombes au phosphore, interdites par le droit international.

L'odeur de la mort est partout, nous disent les témoins qui peuvent communiquer. C'est que trois fois déjà les autorités d'occupation ont coupé les réseaux internet et téléphonique avec la bande de Gaza. L'accès au territoire est interdit aux journalistes internationaux. Sur place, les correspondants locaux tentent de documenter les événements mais sont freinés par les bombardements, les coupures d'internet et les pénuries d'électricité². La bande de Gaza complètement isolée du monde extérieur, dans le noir, sans eau et sans abri.

Les ONG humanitaires présentes, l'OMS, l'Unicef, les Nations unies..., tous préviennent que la survie de tous les Gazaouis est directement menacée, au nord de la bande comme au sud, où Israël a contraint 1,4 million de personnes à se déplacer, au prétexte qu'elles y seraient « en sécurité » mais qu'il bombarde aussi violemment qu'au nord. Dans les hôpitaux où se tassent des milliers de personnes en recherche d'abri ou de soins, les chirurgiens opèrent à même le sol, sans anesthésiques ni antidouleur³. Les écoles et centres de soins de l'Unrwa, établissements de l'ONU, où des milliers de familles pensaient se

SUITE EN PAGE 2



Peinture de Omar Esstar. (Photo Firas Sarhan)

SOMMAIRE

À Gaza, un génocide ?	1-2
Les camps de réfugiés cible principale d'Israël	3-4
La tragédie des palestiniens au Nord de la Syrie	5
L'eau, ressource vitale pour les habitants de Jalazone	6
Jénine, symbole de résistance	7
Les collégiens parisiens ne rencontreront pas Wardi	8

Autoportrait. Heba Zagout.

Heba Zagout, peintre et enseignante, a été tuée avec ses deux jeunes enfants. Inas al-Saqa, actrice et dramaturge, a été tuée avec trois de ses cinq enfants. La romancière, poète et enseignante Hiba Abu Nada a été tuée. Le muraliste Muhammad Qariqa a été tué. Le poète Omar Fares Abu Shawish a été tué... Lors de frappes aériennes israéliennes dans la bande de Gaza.

<https://urlz.fr/onyg>



- « Tous les blessés sont en danger de mort dans les heures à venir. » Témoignage de Guillemette Thomas (Médecins sans frontières, le 17 octobre 2023). <https://urlz.fr/oqGf>
- « Les journalistes palestiniens confrontés à la mort et à des conditions de travail extrêmes » (FranceInfo, Fabien Magnenou, le 4 novembre) <https://urlz.fr/oqGx>
- Jean-François Corty, Ivice-président de Médecins du monde (sur RTL, le 30 octobre) <https://urlz.fr/oqGL>

mettre à l'abri, ne sont pas épargnés par les bombardements.

« Je suis horrifié », réagit le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Unrwa, prévient : « Nous n'avons plus les moyens d'assurer l'aide humanitaire à Gaza »⁴. Il dénonce une situation « indigne » qui relève d'une « crise de l'humanité, une crise de nos valeurs et du droit international », tout en assurant que l'Office ne quittera pas le territoire. Lundi 13 novembre, le drapeau de l'ONU a été mis en berne dans les bureaux de l'Organisation à travers le monde, en mémoire des 101 membres du personnel de l'Unrwa tués à Gaza.

UN GÉNOCIDE ? Craig Mokhiber, directeur du bureau new-yorkais en charge des droits de l'Homme au Nations unies, a démissionné le 28 octobre 2023 pour protester contre ce massacre : « Nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux. [...] Le massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans la continuité de décennies de persécution et d'épuration systématiques, entièrement fondé sur leur statut d'Arabes, et associé à des déclarations d'intention explicites des dirigeants du gouvernement et de l'armée israéliens, ne laisse aucune place au doute ou au débat »⁵.

Journalistes, personnel médical et des ONG, enseignants, personne n'est épargné. Selon Thomas Vescovi, les expressions « animaux humains », « barbares contre civilisés », « enfants des ténèbres », les assertions « il n'y a pas de civils innocents », « nous cherchons à causer des dégâts, pas la précision »... s'apparentent à des appels génocidaires⁶. L'historien Enzo Traverso dénonce lui aussi la « guerre génocidaire » menée par Israël, ajoutant que « la guerre à Gaza confirme que le nationalisme le plus étriqué, xénophobe et raciste, dirige aujourd'hui le gouvernement israélien. »

Après trois semaines de bombardements intensifs, l'armée d'occupation est entrée dans la bande de Gaza le 28 octobre et les combats sont très violents. À ce jour, le 14 novembre, le territoire est coupé en deux, le nord étant le terrain de bataille principal, le sud le mouvoir. Gaza ville et les localités du Nord sont encerclées par les chars alors que 400 000

« On est passé de la stupéfaction à l'horreur indicible, sans perspective aucune. » Dominique et Joëlle, militants de l'AFPS, bloqués à Ramallah alors qu'ils étaient en Cisjordanie pour participer à la cueillette d'olives et de raisin.
FR3 Rennes,
le 5 novembre 2023.
<https://urlz.fr/oriW>



civils y sont encore. Sous couvert de débusquer les dirigeants du Hamas, l'armée israélienne commet un massacre.

Après de longs jours de soutien inconditionnel à Israël, la « communauté internationale » a fini par infléchir sa position au vu de l'horreur dont témoignent les journalistes palestiniens présents dans la bande. L'aide humanitaire a commencé d'entrer par Rafah, au compte-goutte au regard des besoins immenses. Les appels à une trêve humanitaire se multiplient, à défaut de l'exigence indispensable d'un cessez-le-feu.

Même les États-Unis, qui réaffirment leur soutien total à la guerre que mène Israël contre le Hamas, demandent une « pause » à la barbarie qui se déchaîne sur la population. Tout en prévoyant – selon le *Wall street Journal* – de fournir à Israël des bombes de précision pour une valeur de 320 millions de dollars. Mais Netanyahu refuse obstinément tout cessez-le-feu. Il le conditionne à la libération des otages capturés par le Hamas le 7 octobre, dont il semblerait que plusieurs ont péri sous ses bombes.

Pourtant, après la sidération, la douleur, la colère qui ont uni les Israéliens derrière leur gouvernement, le consensus national se fissure. Prévenu par l'Égypte plus de dix jours avant l'attaque du Hamas qu'une « opération d'envergure » se préparait, Netanyahu est personnellement tenu responsable de cet enchaînement de violence.

CESSEZ-LE-FEU. Pour ajouter aux violations du droit international, les projets israéliens esquissés évoquent une « prise en charge » de la bande de Gaza par Israël après la fin de la guerre et la déportation dans le Sinaï de sa population. Une possible re-colonisation qui ne dit pas son nom, et que même les États-Unis récusent, tout comme le déplacement forcé de la population gazaouie.

Les peuples, eux, du Nord au Sud, sont fortement mobilisés pour dénoncer

les crimes israéliens, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide sans doute. Partout les mobilisations immenses apportent leur soutien aux Palestiniens de Gaza et demandent l'arrêt immédiat de l'agression israélienne. En France l'exécutif a tenté d'interdire l'expression de cette solidarité, aux dépens de la liberté d'expression et de manifestation. Cependant, ici aussi, une inflexion semble apparaître, après 4 semaines de massacres de civils, de destruction sous un tapis de bombes – plus de 25 000, l'équivalent de deux fois Hiroshima, dit-on –, d'un « drame humanitaire sans précédent, en toute impunité »⁷.

Pendant que le monde, pour une fois, a les yeux fixés sur Gaza, Israël intensifie la violence coloniale en Cisjordanie occupée. Les colons se déchaînent, protégés par l'armée d'occupation. On compte à au 14 novembre 175 tués, plus de 2 100 arrestations, ce qui porte à plus de 7 000 le nombre de Palestinien-ne-s dans les geôles de l'occupant israélien. La Cisjordanie occupée – notamment les camps de réfugiés – affirme son soutien à Gaza et en paie le prix.

Alors que la Palestine, après de longues années « sous cloche », fait la une sanglante des médias et mobilise l'attention des grandes puissances dans leur crainte d'un embrasement régional, c'est la détermination des Palestinien-ne-s et la solidarité internationale qui l'accompagne qui feront fléchir Israël et mettront un terme à sa politique génocidaire. Le premier pas indispensable est le cessez-le-feu immédiat. Avant qu'il ne soit trop tard.

Claude LÉOSTIC

4. Sur *TV5 Monde/Europe*

<https://urlz.fr/oqGY>

<https://www.facebook.com/unrwa>

5. Sur le site de l'AFPS

<https://urlz.fr/oqH3>

6. et 7. Lettre ouverte de 800 juristes, universitaires et praticiens, sur le site de l'AFPS

<https://urlz.fr/oqH8>

En 1947-49 les autorités sionistes qui veulent établir un État juif sur la terre de Palestine, déclenchent une guerre de terreur contre la population palestinienne, dans l'objectif – plus tard reconnu – de vider la Palestine mandataire de ses habitants autochtones. C'est la funeste Nakba qui voit des colonnes de réfugié-e-s de Palestine, quelque 800 000 personnes sur 1,5 million, prendre la route de l'exil forcé. Les Nations unies créent en 1949, et pour un an, un organisme qui leur est spécifiquement dédié, l'Unrwa¹. Il veille à leur « bien-être », santé et éducation surtout. Comme l'exil, que les réfugié-e-s pensaient provisoire, l'Unrwa dure depuis soixante-quinze ans.

SUR les 12 millions de Palestiniens et Palestinien-ne-s dans le monde, quelque 8 millions sont des réfugié-e-s. 5 900 000 sont inscrit-e-s à l'Unrwa, qui les définit comme « les personnes dont le lieu de résidence normal était la Palestine durant la période du 1^{er} juin 1946 au 15 mai 1948 et qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance en raison du conflit de 1948 », ainsi que leurs descendant-e-s. Un tiers d'entre eux vivent dans des camps de l'Unrwa². Il en existe 58 sur l'ensemble du Proche-Orient, dont 8

LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS CIBLE PRINCIPALE D'ISRAËL

dans la bande de Gaza et 19 en Cisjordanie occupée. 1 600 000 réfugiés vivent dans la bande de Gaza, plus de 70% de la population, tandis qu'ils sont quelque 900 000 en Cisjordanie.

La vie dans les camps est au mieux précaire : pauvreté, chômage, surpopulation, violence et désespoir. Le sentiment d'enfermement est fort. Les réfugié-e-s n'ont pas accès au monde extérieur. Outre les déplacements, Israël contrôle totalement la vie des Palestinien-ne-s et notamment de celles et ceux qui habitent les camps.

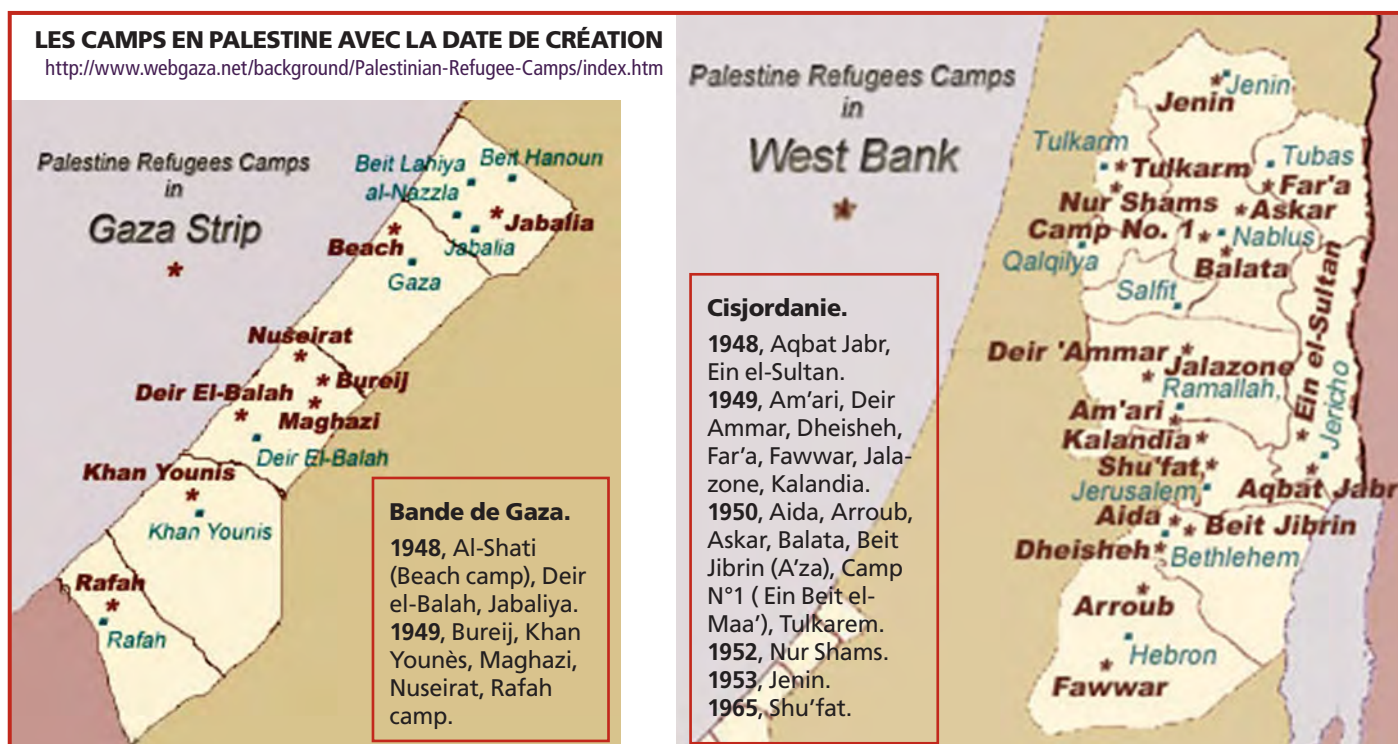
Mais l'identité palestinienne y est très forte aussi, comme les traditions. Chaque quartier d'un camp fait référence au village d'où ont été violemment chassés leurs habitants durant la Nakba. Et avec cette identité s'est forgée une volonté de résistance à l'injustice coloniale, à l'occupation sioniste/ juive de leur terre. Les camps ont toujours procuré un abri et un environnement favorable pour les organisations de résistance.

Comme les habitants de villes et villages de Palestine – avec qui les relations ne sont pas toujours faciles –, les réfugiés sont les Palestiniens de l'intérieur, ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu partir en 1948 et après. Contrairement à la diaspora ou aux militants

historiques de l'OLP qui, de Jordanie au Liban et à la Tunisie, n'ont pas connu le pays avant 1993 et les accords d'Oslo. Cette résistance fait partie de l'ADN des camps, surtout de leur jeunesse. Soixante-quinze ans après la Nakba, trente ans après Oslo et sa poudre aux yeux, les jeunes sont sans espoir, sans avenir, coincés entre l'occupant dont la violence s'amplifie constamment et la déliquescence de l'Autorité palestinienne (AP).

OUBLIÉE, LA LUTTE DE LIBÉRATION ? La défiance envers l'AP est grande, d'autant plus qu'elle contribue à la chasse aux militants et ajoute la répression palestinienne à la violence de l'occupation étrangère. Les intérêts particuliers des dirigeants, par ailleurs piégés par des accords sécuritaires de dupe, priment sur l'intérêt commun. Malgré différents sommets et réunions sous égide internationale, l'unité nationale à laquelle aspire la majorité du peuple n'est qu'un vain mot, et la crise politique semble sans fin. Les dirigeants de l'AP semblent avoir oublié la lutte de libération.

Mais les jeunes des camps prennent la relève, sans affiliation politique, sans réelle éducation politique et sans stratégie. Rejoints par des jeunes hommes



VOIR AUSSI SUR LE SITE DE L'AFPS

« À Gaza, Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée, l'armée israélienne cible les camps de réfugié-e-s »

publié le 7 novembre 2023

<https://www.france-palestine.org/A-Gaza-Jerusalem-Est-et-en-Cisjordanie-occupee-l-armee-israelienne-cible-les>

de villes comme Naplouse, dégoûtés par l'occupation, n'attendant plus rien de leurs dirigeants, ils embrassent à nouveau la lutte armée pour en finir, pour que « ça cesse », pour la dignité et la liberté. Ils y laissent la vie, et la litanie des noms des morts sous les balles israéliennes s'allonge, à Jénine, dans la vieille ville de Naplouse, à Balata, al Arroub ou Nour Chams dont les murs s'ornent des portraits des « martyrs ». Vénérés par les jeunes des camps, soutenus par la population, les Lions de Naplouse ou les Brigades de Jénine incarnent la résistance qu'Israël veut absolument éradiquer, à tout prix³.

Dès la Nakba puis la création unilatérale de l'État d'Israël en 1948, les dirigeants sionistes ont compris que les réfugié-e-s, dont le droit au retour est explicitement inscrit dans les résolutions des Nations unies⁴, seraient l'épine dans le pied dont il leur faudrait se défaire. Leur existence même témoigne du crime sioniste initial.

C'est pourquoi les autorités israéliennes, quel qu'ait pu être leur bord politique, s'en sont toujours pris aux camps de réfugiés. Ainsi la destruction du camp de Jabalia dans la bande de Gaza en 1967. Ainsi au Liban en 1976, le camp de Tell-al-Zaatar assiégé tombe aux mains des forces libanaises qui, avec l'aide d'Israël, y commettent un massacre⁵. Puis en 1982, les phalanges

chrétiennes libanaises sous contrôle israélien commettent un horrible massacre dans le camp de Chatila après le départ des combattants de l'OLP. Ainsi les attaques dans la bande de Gaza pendant la première Intifada de 1987. Ainsi le camp de Jénine réduit à un champ de ruines en avril 2002 pendant la deuxième Intifada.

Et presque chaque jour depuis des mois : Jénine, Balata, Jalazone, Aqbat Jaber... les jeunes des camps paient le prix fort de l'occupation. Par exemple, en 2023 Aqbat Jaber, camp situé près de Jéricho, a subi 307 incursions israéliennes. 335 Palestiniens ont été arrêtés, 42 tués et 373 blessés.

LA NAKBA CONTINUE. Les forces armées israéliennes envahissent les camps de nuit et, sous prétexte de vouloir arrêter un ou des « terroristes », ils tirent, saccagent, terrorisent les habitants. Les soldats démolissent les allées étroites entre les maisons, cassent les murs de l'une à l'autre, en empêchent l'accès. Souvent contrés par des jeunes hommes en armes qui n'y survivent parfois pas, ils laissent derrière eux destruction et mort. Ils s'en prennent même aux écoles et dispensaires de l'Unrwa, alors que les conventions internationales stipulent qu'Israël a le devoir de protéger les installations et le personnel des Nations unies.

La Nakba n'est donc toujours pas finie. Par la terreur, Israël veut décourager toute résistance à son occupation illégale, annihiler les dirigeants potentiels qui seraient issus des camps, empêcher l'unité du peuple occupé. Il veut aussi faire fuir les habitants, faisant encore des centaines voire des milliers de personnes déplacées internes. Il veut créer la « terre sans peuple » inventée

par les premiers dirigeants sionistes.

De même Israël – avec l'appui des États-Unis – veut démanteler l'Unrwa dont les soixante-quinze ans d'existence témoignent de la permanence de la question des réfugiés. Toujours féroce opposé au droit au retour des réfugiés qu'il vit comme une menace existentielle, Israël refuse de reconnaître sa responsabilité historique. Et les réfugiés lui en renvoient systématiquement l'image.

Au regard de l'histoire, les crimes commis par Israël contre les réfugiés de Palestine depuis des décennies s'ajoutent au crime initial de dépossession d'un peuple et de colonisation de sa terre ainsi qu'au crime actuel de nettoyage ethnique et d'apartheid.

CL

1. L'Unrwa a été créé en décembre 1949 pour fournir une assistance humanitaire aux réfugié-e-s de Palestine. Il s'occupe expressément des réfugié-e-s de Palestine et continue de leur fournir des services en attendant qu'une solution soit trouvée à leur situation politique unique.
<https://urlz.fr/orfb>
2. Sur le site de l'Unrwa :
<https://urlz.fr/orfg>
et <https://urlz.fr/orfp>
3. Ces groupes existent sans cadre national, ils n'ont rien à voir avec les tensions locales ou régionales et dirigent leurs balles uniquement contre l'ennemi. Il est possible qu'ils n'arrivent pas à une victoire décisive mais leurs efforts sont importants pour maintenir la question à l'ordre du jour et défier l'occupation israélienne. *Middle East Eye*, Hani al-Masri, 21 octobre 2022.
<https://urlz.fr/orfK>
4. Résolution 194 article 11 : Assemblée générale des Nations unies 11 décembre 1948
L'Assemblée générale,
Ayant examiné de nouveau la situation en Palestine,
11. Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables ; Donne pour instructions à la Commission de conciliation de faciliter le rapatriement, la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que le paiement des indemnités, et de se tenir en liaison étroite avec le Directeur de l'Aide des Nations unies aux réfugiés de Palestine, et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les organes et institutions appropriés de l'Organisation des Nations unies.
5. Collectif Palestine Vaincra, <https://urlz.fr/orh2>
Le Monde, 24 septembre 1982 (abonnés).
<https://urlz.fr/orgT>



Affiches des « martyrs » dans la vieille ville de Naplouse en novembre 2022. (Photo, Ahmam Al-Bazz) Middle East Eye, <https://urlz.fr/orhh>

Plus de 250 familles palestiniennes vivent dans le camp de Deir Ballout, dans la banlieue de la ville d'Afrin.



Les réfugiés palestiniens de Syrie subissent un nouvel exode depuis les confrontations entre l'armée de Bashar al-Assad et l'opposition armée.

LA TRAGÉDIE DES PALESTINIENS AU NORD DE LA SYRIE

DEPUIS 2013, près de 60 % des plus de 500 000 réfugiés palestiniens de Syrie ont été déplacés au moins une fois tandis que plus de 200 000 d'entre eux auraient fui le pays¹.

Certains observateurs parlent d'un nouveau « segment » de réfugiés, ceux de la Syrie du nord qui s'étend du nord d'Alep à la frontière turque, à l'ouest de la Syrie, un territoire sous contrôle de l'opposition. Ce sont des personnes qui ont dû se mettre à l'abri des confrontations armées et des bombardements – notamment ceux menés par le régime syrien et la Russie depuis le 5 octobre –, ou qui sont restées coincées en voulant traverser la frontière. Ces réfugié-e-s sont arrêté-e-s, leur identité est contrôlée, et soit les groupes d'opposition les empêchent de quitter le territoire soit elles sont refoulé-e-s par les autorités turques. Il n'existe aucune donnée officielle sur leur nombre.

Le journal *al-Araby* cite le Palestinian Refugee Portal, qui indique qu'entre 1 500 et 1 600 familles vivent au nord-ouest de la Syrie, dont 70 dans la région de Jindires et 700 à Idlib et ses environs, plus de 500 dans la campagne du nord d'Alep et plus de 250 dans le camp de Deir Ballout, dans la banlieue de la ville d'Afrin². La plupart sont des déplacées du camp de Yarmouk près de Damas, très largement détruit, et de sa banlieue la Ghouta. Le manque de ressources et la pauvreté y sont extrêmes.

Le journal rappelle de surcroît les effets dévastateurs du tremblement de terre de février 2023 pour les réfugiés palestiniens installés dans des conditions précaires mais également pour les 57 000 réfugiés des camps officiels situés dans les zones sous contrôle de l'État syrien, tels que ceux d'Al-Nayrab et de Handarat à Alep, et celui de Raml à Lattaquié. Leurs maisons ont été endommagées et des centaines de personnes ont été déplacées.

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE.

Les réfugiés du nord de la Syrie enregistrés auprès de l'Unrwa se plaignent d'être abandonnés par l'Office qui n'est pas présent sur place, sous prétexte que la région ne serait pas accessible, alors que d'autres organismes internationaux s'y rendent. Lors de la visite de délégations de l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies) en septembre et du Programme alimentaire mondial en juillet, des activistes palestiniens ont exigé que l'Unrwa ouvre un bureau de liaison afin de fournir aux réfugiés l'aide qui leur est indispensable en raison des conditions déplorables qu'ils subissent.

Un nouveau camp, Village Haifa Carmel, composé de 700 appartements de 40 à 70 mètres carrés, a été construit dans la campagne d'Idlib avec des financements palestiniens sous la supervision de l'Autorité palestinienne. Selon les personnes qui doivent l'habi-

ter, les constructions ne répondent pas aux exigences minimales d'une vie décente. Les bâtiments sont mal construits, les appartements trop exigus sont inondés en cas de pluies, et aucune infrastructure ne les dessert : pas de route goudronnée, ni d'école, de magasins, de mosquée, pas de conteneurs à déchets, etc. Certains préfèrent rester dans leur tente plutôt que de déménager. Les réfugiés palestiniens accusent l'administration actuelle en charge du camp de corruption et de népotisme³.

Il est à craindre que le nombre de réfugiés palestiniens continue de croître dans la région car, depuis juin 2023, les autorités turques les expulsent s'ils ne sont pas détenteurs d'une « carte de protection provisoire », laquelle n'est plus délivrée à ceux qui ont fui la Syrie après 2017. Sont concernées notamment 1 200 familles palestiniennes vivant à Istanbul⁴. Il est également de plus en plus difficile d'atteindre la Turquie, les gardes-frontières bloquant toute tentative de passage quelle qu'en soit la raison.

Malgré cela, les mauvaises conditions de vie et de sécurité dans les camps de Syrie, les taux de chômage et de pauvreté poussent de plus en plus de réfugiés à vendre leurs meubles, maisons et magasins, soit pour subvenir à leurs besoins soit pour couvrir les frais leur permettant d'atteindre l'Europe⁵. Pour beaucoup il s'agit d'un départ sans espoir de retour. La présence palestinienne en Syrie est gravement menacée..

Salima MELLAH

1. Selon le Action Group for Palestinians of Syria, 130 000 seraient installés en Europe. <https://tinyurl.com/3ztbmfem>

2. Al-Walid Khaled Yahia, « Les Palestiniens du nord de la Syrie sont le premier abandon de réfugiés palestiniens par l'Unrwa depuis sa création », *al-Araby al-jadid*, 26 février 2023. <https://tinyurl.com/mrujb6sx>

3. Adnan al-Imam, « Des réfugiés palestiniens se plaignent du mauvais logement dans un nouveau camp au nord de la Syrie », *al-Jadid*, 18 janvier 2023. <https://tinyurl.com/mu9vxamp>

4. Expulsion d'un réfugié palestinien de Syrie de Turquie vers le nord de la Syrie. Palestinian refugees Portal, 10 juillet 2023. <https://refugeesps.net/post/25448>

5. Wa'il Assam, « Les réfugiés palestiniens en Syrie vendent leurs biens pour immigrer en Europe », *al-Qus al-arabi*, 1^{er} juillet 2023. <https://tinyurl.com/yc34eb8a>

Dans le cadre de la coopération décentralisée, les collectivités locales peuvent faire le choix d'une action internationale qui réponde à un devoir de solidarité et d'aide au développement¹. C'est le cas de la Communauté d'agglomération du Pays de Morlaix depuis 2022 et de son président, maire de Morlaix, Jean-Paul Vermot (PS).

L'EAU, RESSOURCE VITALE POUR LES HABITANTS DU CAMP DE JALAZONE

LE PARTENARIAT mis en place avec le comité populaire du camp de Jalazone est programmé sur trois ans (2022-2024). Son objectif est « d'assurer l'accès à l'eau aux 16 000 habitants de Jalazone, tout au long de l'année, en quantité et en qualité, ainsi que l'assainissement permettant de prévenir les maladies hydriques et de pollution », en tenant compte du contexte environnemental, politique et social.

C'est en juillet 2022 que le ministère des Affaires étrangères a validé le dossier déposé par Morlaix Communauté dans le cadre de la coopération décentralisée ainsi que le versement d'une première subvention permettant de lancer les études de faisabilité du projet et de recruter une coordinatrice technique. En novembre 2022, le séjour à Jalazone d'une délégation conduite par le maire de Morlaix, comprenant son premier adjoint et quatre maires de la communauté d'agglomération, dont le vice-président chargé de la gestion eau et assainissement, ainsi que la coordinatrice technique du projet, va consolider le partenariat encore à l'étude. Délégation accompagnée par trois membres de l'AFPS du Pays de Morlaix.

Cette visite a permis aux élu-e-s de prendre la mesure de la situation du camp et de renforcer les liens avec les membres du comité populaire. Elle est aussi l'occasion de collecter les informations nécessaires à la mise en œuvre du projet, d'évaluer les besoins des habitants, les difficultés techniques liées à la vétusté du réseau d'eau... Les contacts sont établis également avec les futurs interlocuteurs officiels (PWA, autorité palestinienne de l'eau) et Jérusalem Water Undertaking (en charge de la gestion des ressources en eau de la région)².

Au retour, le travail de la coordinatrice du projet a pris tout son relief tant du point de vue technique (études et diagnostic, projection des travaux

d'assainissement urgents) que financier (obtention d'une nouvelle subvention par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, étude de la demande de financement par l'AFD). Fait remarquable, en mai 2023 le rapport présenté devant le conseil de Morlaix communauté a été validé à l'unanimité et la convention définitive avec le comité populaire de Jalazone a pu être signée dans la foulée.



Le camp de réfugiés de Jalazone, au nord-est de Ramallah, créé en 1948 sur deux kilomètres carrés pour 3 500 résidents de familles déplacées, en abrite aujourd'hui 16 000. Du fait de son exigüité, les écoles gérées par l'Unrwa, entre autres infrastructures, ont dû être construites à l'extérieur du camp, ce qui pose des problèmes en raison de la proximité de la colonie israélienne illégale Bet El, qui vit sous perfusion de donateurs américains de l'entourage de Donald Trump. La tension entre les résidents du camp et ceux de la colonie est quotidienne.

Depuis, les contacts et les séances de travail se poursuivent, un ingénieur palestinien chargé du suivi du projet à Jalazone a été embauché il travaille en lien avec les techniciens du service eau et assainissement de Morlaix communauté qui se sont motivés pour cette collaboration. Au point qu'une délégation de techniciens doit se rendre à Jalazone début 2024.

Début septembre 2023, les premiers travaux sur le réseau d'évacuation des eaux usées ont commencé et le projet de construction d'une station d'épuration à la sortie du camp a vu le jour. Le lancement d'une campagne de sensibilisation sur le ramassage des déchets en lien avec le comité populaire est prévue...

Nous aurions toutes les raisons de

nous réjouir de cette collaboration solidaire prometteuse avec nos amis Palestiniens de Jalazone si elle ne se heurtait à la dure réalité de l'occupation israélienne en Cisjordanie. Le camp de Jalazone n'est pas harcelé par les intrusions militaires violentes et destructrices comme le sont presque quotidiennement d'autres camps, à Jénine, Naplouse ou Tulkarem, mais il n'en est pas à l'abri pour autant. Ses habitants subissent, comme partout, le harcèlement de colons, les contrôles permanents, les enlèvements nocturnes de militants et déplorent la perte de plusieurs jeunes abattus par l'armée d'occupation aux abords du camp. Récemment, elle a pénétré dans le camp pour y détruire une maison...

Autre interrogation partagée avec les élu-e-s du pays de Morlaix, l'annonce faite par l'UE « d'un réexamen urgent

de l'assistance de l'Union européenne à la Palestine » qui doit nous inciter à une certaine vigilance politique. Même si les menaces proférées de suppression immédiate de ces aides par le conseiller européen Oliver Varhelyi, après le 7 octobre, n'ont pas abouti, le climat de coopération entre nos pays et la Palestine occupée a plutôt tendance à s'assombrir.

François RIPPE

1. La loi Houdin-Santini permet aux collectivités territoriales françaises de consacrer jusqu'à 1 % de leur budget d'eau potable, assainissement et déchets, à des actions de coopération décentralisée avec des collectivités étrangères. Elles doivent concerner des projets de développement relatifs à l'eau et à l'assainissement.
2. Voir le Bulletin du GT Réfugiés n°23.



Les forces d'occupation ont «volé» la statue du cheval qui signalait l'entrée du camp.

Comme d'autres camps et d'autres villes de Cisjordanie, le camp de Jénine est une cible prioritaire des attaques israéliennes : une trentaine de jeunes ont été tués depuis juillet. Mais Israël ne se contente pas de tuer et blesser, il s'attaque à toutes les infrastructures : une mosquée et le cimetière ont été frappés récemment.

JÉNINE, SYMBOLE DE RÉSISTANCE

EN 2022 déjà, l'intensification de la violence a rappelé la terrible confrontation d'il y a vingt ans, quand l'attaque israélienne contre le camp de Jénine avait fait 52 morts palestiniens, dont des femmes et des enfants. 23 soldats israéliens furent aussi tués. Depuis, Israël a imposé des sanctions au camp, révoqué des permis de travail, fermé les routes qui relient Jénine au reste de la Palestine et intensifié raids et assassinats ciblés dans le camp comme dans la ville et les villages alentours.

Pour Khader Adnan, un dirigeant du Jihad islamique, « ces arrestations et sanctions répétées nous rendent plus forts, plus unis et déterminés. Les Israéliens ont peur que notre esprit de résistance se répande dans d'autres parties de la Palestine, c'est pourquoi ils nous harcèlent. »¹ Selon Ameer Makhoul, l'occupation utilise le camp et sa population civile comme terrain d'entraînement pour sa technologie militaire la plus inventive. Mais les Palestiniens, forts des expériences passées, réussissent à empêcher Israël de localiser les combattants et à l'empêcher de définir les termes du combat.²

L'attaque des 3 et 4 juillet 2023 fut « un véritable massacre et une tentative d'oblitérer tous les aspects de la vie dans le camp et la ville ». L'eau et l'électricité ont été coupées, des infrastructures, maisons et routes détruites par un millier de soldats qui tiraient des roquettes tandis que des drones bombardaient et que des bulldozers écrasaient bâtiments,

voitures et camions... 3 000 des 20 000 habitants du camp ont dû fuir. 12 Palestiniens – et un soldat – ont été tués, près de 150 blessés, dont 20 grièvement.³

Le 19 septembre au soir l'armée d'occupation a mené un nouveau raid contre le camp, visant une maison qui aurait abrité un jeune recherché par les « services de sécurité israéliens », tuant 3 Palestiniens, en blessant une trentaine d'autres. Et encore au matin du 9 novembre, avec d'importants effectifs, dont des tireurs d'élite opérant depuis les toits, faisant 14 « martyrs », de nombreux blessés, et de nouvelles destructions... Et 20 nouveaux prisonniers.

UN PETIT GAZA. Les forces d'occupation s'attaquent également aux symboles de la résistance et de la culture palestinienne. En septembre, une carte de Palestine qui figurait comme monument sur un rond point a été détruite. Ils ont « volé » la statue du cheval, réalisée avec des tôles d'ambulances écrasées par les chars lors de l'attaque de 2002, qui signalait l'entrée du camp. Et avait été entourée de portraits de 4 membres de la famille Zubeidi assassinés en 2022.

« Ils s'attaquent à notre culture et à notre identité » déclare Najet, militante du Centre des femmes. « Après l'opération du Hamas, ils sont devenus enragés. Ils s'attaquent à tout ce qui bouge, les arbres, les pierres, les rues qu'ils

détruisent à coup de bulldozers. Jénine est un petit Gaza. » En effet ils utilisent les mêmes méthodes et les mêmes armes sophistiquées, avions, drones ou missiles tirés à partir de Jalameh, une base israélienne située à 5 kilomètres.

Jénine pleure ses martyrs : les deux maisons de deuil, où les familles se sont regroupées pour recevoir les condoléances, ne désemplissent pas depuis plusieurs semaines. Jénine vit dans l'angoisse et l'incertitude du lendemain : la peur des bombardements qui peuvent arriver à tout moment du jour ou de la nuit, les soucis financiers puisque les fonctionnaires ne seront pas payés car Israël retient l'argent qu'il doit reverser à l'Autorité palestinienne, et que les ouvriers qui travaillaient en Israël en ont été expulsés.

Mais Jénine résiste : très régulièrement, des manifestations sont organisées, y compris une manifestation à partir du Centre des femmes. La Maison chaleureuse a décidé d'augmenter le nombre d'enfants accueillis. « On ne veut pas la guerre, on veut seulement nos droits, notre droit sacré au retour, le droit de vivre dans la dignité » conclut Najet. « Ça nous fait chaud au cœur de voir toutes ces manifestations à Paris, dans toutes les villes de France et du monde : nous ne sommes pas seuls ».

CL & PL
avec Najet Abu Gutna à Jénine

1. *Al Jazeera*, «How the city became a symbol of Palestinian resistance» <https://urlz.fr/orc8>

2. +972 Magazine, Ameer Makhoul, ancien prisonnier, a dirigé le Comité de suivi des Comités populaires pour la défense des libertés. <https://urlz.fr/orcj>

3. Sur le site de l'AFPS, «Nouveau massacre israélien à Jénine, Assez !» <https://urlz.fr/mCpm> et <https://urlz.fr/orbe>



Offensive terrestre israélienne à Jénine, le 4 juillet. (Photo Nasser Ishitayeh/Flash90)



Très souvent, les soldats de l'armée d'occupation pénètrent dans le camp durant la nuit, ils ont repéré le quartier et la maison. Des cris..., des tirs..., des arrestations injustifiées et arbitraires...

« Les œuvres ne sont pas coupables », s'insurgeait l'Observatoire de la liberté de création dans un communiqué du 25 octobre, dénonçant « la vague de déprogrammations et de reports d'œuvres d'artistes palestiniennes et palestiniens, ou dont le sujet a un rapport avec la Palestine ». Dont le long métrage d'animation *Wardi*, programmé à l'intention de collégiens parisiens.



The Tower était le titre initial du film de Mats Grorud, une grande tour que gravit Wardi.

LES COLLÉGIENS PARISIENS NE RENCONTRERONT PAS WARDI

AU deuxième trimestre de cette année, les élèves des classes parisiennes de sixième et de cinquième engagées dans le dispositif Collège au cinéma¹ n'étudieront finalement pas le film d'animation *Wardi*². Une décision que le recteur de l'académie de Paris justifie – par mail le 12 octobre – par un « contexte d'extrême tension internationale et de ses conséquences potentielles sur notre territoire ».

Ce film du Norvégien Mats Grorud, sorti en 2021, a pour héroïne Wardi, une fillette palestinienne vivant dans un camp de réfugiés à Beyrouth. Habitat provisoire à l'arrivée de Sidi, son arrière-grand-père en 1978, la maison de fortune construite dans le camp n'a cessé de grandir depuis sept décennies. À chaque étage, elle rencontre un membre de sa famille qui lui narre son arrivée. Marche après marche, elle rassemble des éléments clés pour comprendre son histoire et son quotidien.

Le réalisateur a travaillé sur ce projet pendant une dizaine d'années, passant plus d'un an au contact des réfugiés d'un camp libanais, accumulant de précieux témoignages qui nourrissent son film. Beaucoup de sujets peuvent être abordés dans le débat autour de sa projection que préparaient les enseignants : la Nakba, l'exil vers le Liban et les conditions d'accueil dans ce pays, le rôle de l'Unrwa dans la scolarisation des enfants (les filles en particulier), la résistance, le droit au retour des réfugiés palestiniens...

UN SUJET INTERDIT ? Le jour où l'Association des cinémas indépendants parisiens a été informée de cette déprogrammation, les enseignants venaient de compléter leur formation, suivie d'un temps d'échanges. Contrairement à ce que le rectorat laisse entendre, rien ne permet alors de conclure à un mouvement de panique, affirme Patrick Facchinetti, délégué général de

l'Archipel des lucioles : « Cette décision unilatérale nous pose question. L'école doit rester plus que jamais un sanctuaire où construire l'esprit critique des élèves, apprendre à décoder les images et former des citoyens éclairés. On trouve regrettable de mettre de côté ce film au regard de son sujet, alors que les jeunes sont inondés par les images et qu'il est nécessaire de leur donner des clés. » Le film est heureusement maintenu dans les quatre autres départements qui l'avaient sélectionné (Val-de-Marne, Lozère, Lot-et-Garonne et Marne)...

Roland Nurier, à l'affût de nouvelles du chef opérateur Iyad Alastal, du caméraman Ahmad, et des Gazaoui-e-s qui témoignent dans son documentaire, *Yallah Gaza*, en salles depuis le 8 novembre, déplore que trois avant-premières³ aient été déprogrammées en Rhône-Alpes sous la pression de préfectures ou de mairies locales. Il assiste, de loin et impuissant, à la disparition en temps réel du « décor » de son film. « Je ne comprends pas les motivations de déprogrammer un film comme le mien ou comme *Wardi*, si beau témoignage de transmission. C'en est presque ridicule. Je ne fais que constater dans mes déplacements une forte empathie du public, une demande de contextualisation de la situation. »

CR

SOUS LE PRÉTEXTE FALLACIEUX DE LÉGITIME DÉFENSE ET DE CONTRE-TERRORISME, ISRAËL COMMET DES CRIMES INTERNATIONAUX

[...] En ce qui concerne ses « mesures de sécurité » à Jénine et ailleurs dans le territoire palestinien qu'il a colonisé depuis 1967, Israël ne peut pas prétendre qu'il agit en légitime défense, puisqu'il occupe la position de l'occupant dans une occupation établie depuis cinquante-cinq ans. [...] Les Palestiniens, en tant que peuple occupé, sont des personnes protégées en vertu de l'article 4 de la quatrième Convention de Genève et doivent être protégés contre tous les actes de violence et de menaces, et « doivent être traités humainement en tout temps », comme le prévoit l'article 27 de la même convention.

De plus, le peuple palestinien est soumis à un régime d'apartheid colonial établi par Israël, qui nie constamment et systématiquement son droit inaliénable à l'autodétermination, [...] source incontestable et

fondamentale de la légitimité et de la légalité de la résistance palestinienne selon la résolution 3070 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations unies de 1973. [...] Toutes les déclarations faites par de puissants États occidentaux concernant le droit d'Israël à l'autodéfense et à la lutte contre le terrorisme, ou décrivant l'attaque israélienne contre Jénine comme une « opération de sécurité », sont une forme de complicité avec le régime colonial d'apartheid israélien.

Il est de la responsabilité de l'ONU, de ses États membres et d'autres tiers, de prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux attaques militaires israéliennes illégales contre la ville de Jénine, en particulier contre le camp de réfugiés.

<https://www.badil.org/press-releases/14020.html> (publié le 4 juillet 2023)

1. Co-porté par les ministères de l'Éducation nationale et de la Culture, l'association l'Archipel des lucioles et le CNC, l'opération Collège au cinéma vise à faire découvrir aux classes plusieurs films retenus par un comité de sélection composé de représentants de la culture, de professionnels de l'image et de l'enseignement. Elle s'inscrit dans le parcours Ma classe au cinéma, proposé aux élèves de la maternelle à la terminale. Les projections sont accompagnées d'un travail en classe autour des films visionnés.

2. Distribution Jour 2 fête
<contact@jour2fete.com>
<https://jour2fete.com/film/wardi/>

3. La tournée d'avant-premières a été organisée avec le réseau du GRAC, qui regroupe les salles Art et Essai de proximité hors Paris.